

CHSCT du 17 décembre 2015

Déclaration liminaire de la CGT Finances 44

Le CHSCT réuni ce jour à la demande des Fédérations syndicales du ministère doit débattre des mesures en matière de sécurité.

Depuis les attentats du 13 novembre, les dirigeants de notre pays ont multiplié les annonces et les discours aux accents parfois guerriers.

La CGT est favorable à un renforcement de la sécurité et de la liberté des citoyens. Elle s'est exprimée contre l'instauration d'un état d'urgence permanent, car ce n'est pas en restreignant les libertés individuelles et collectives que nous lutterons efficacement contre le terrorisme. A contrario, écarter les formes de radicalisation passe par le respect des droits fondamentaux d'accès à l'éducation, à la culture, à la santé, à l'emploi.

C'est une chose que de promettre aux citoyens un renforcement de leur sécurité, mais nous savons tous que ça ne pourra se faire sans moyens budgétaires, humains, matériels. Hors, ce sont ces moyens qui font aujourd'hui cruellement défaut, qu'il s'agisse de la police ou de la justice mais aussi des administrations du ministère des Finances, également concernées par la lutte contre les trafics.

De ce point de vue, les annonces en trompe l'oeil sur le renforcement des effectifs douaniers ne nous rassurent pas : 1000 emplois annoncés un jour, seulement 500 emplois budgétés le lendemain. Ce ne sont plus des tours de passe-passe de ce genre dont nous avons besoin aujourd'hui, mais d'engagements fermes, à commencer par le retrait du « Projet stratégique douanier », et des mesures concrètes d'urgence pour assurer aux agents l'accès à un matériel de sécurité performant (notamment les gilets pare-balles) et des outils de communication garantissant leur sécurité.

La DGFIP doit elle aussi accorder ses actes avec son discours : elle ne peut pas se contenter d'annoncer des mesures visant à limiter les files d'attente dans les accueils sans interroger la politique de réduction des effectifs menée depuis des années, qui a conduit à une forte dégradation des conditions de travail des personnels et du service rendu au public. A la CGT nous pensons que la première réponse pour améliorer l'accueil, c'est de renforcer les moyens de gestion et de contrôle dans tous les services.

En conclusion, la CGT demande la prise en compte globale des questions de sécurité, qui ne sont pas toutes apparues avec les attentats, et exige des moyens budgétaires, humains et matériels pour y faire face.